

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

### Décembre 2020

La situation économique est, au terme de l'année 2020, extrêmement difficile, sous tendant de fortes tensions et de graves déséquilibres, particulièrement accentués par la grave crise sanitaire planétaire que vit le pays depuis le début de l'année, à l'instar de tous les pays de la communauté internationale.

Malgré la levée mi-juin du confinement général, l'activité économique peine à se relever du fait du rétablissement, en Tunisie et dans les pays partenaires, de la plupart des mesures préventives dictées par la résurgence de la pandémie depuis le début de l'automne, du fait aussi de l'impact de l'aggravation des tiraillements politiques et des tensions sociales sur le climat de l'investissement et de production du pays.

Ainsi, la plupart des indicateurs disponibles sont au rouge ou à l'oranger avec notamment de fortes contractions du PIB, du commerce extérieur et des recettes fiscales, une nouvelle baisse de l'investissement, une importante augmentation du déficit budgétaire et de la dette publique ainsi que du niveau du chômage.

Trois exceptions à ce sombre tableau méritent, cependant, d'être relevées du fait principalement de la forte récession que vit le pays et de la chute de la demande qui en résulte. Elles concernent :

- La balance des paiements dont le déficit courant enregistre une décélération notable, de l'ordre de 2 milliards de dinars pour les onze premiers mois de l'année.
- Le niveau des réserves de change dont l'encours augmente de 3.5 milliards de dinars portant la couverture des importations à 160 jours contre 110 jours à fin décembre 2019.
- L'inflation des prix à la consommation dont le glissement annuel enregistre un repli de plus d'un point accentuant la décélération relevée depuis 2018.

Les développements qui suivent explicitent ces appréciations au niveau des principaux paramètres macro-économiques.

#### 1. La récession, malgré quelques indices de reprise, demeure importante.

Après l'effondrement du PIB, en termes de glissement annuel, de 21.7% durant le second trimestre en relation avec le confinement général décrété par les autorités publiques entre le 22 mars et le 14 juin 2020, la contraction s'est située à 6% durant le troisième trimestre 2020 ramenant **la contraction globale du PIB de 12% durant les six premiers mois à 10% pour les neuf premiers mois de 2020**. La contraction a touché, à des degrés divers, tous les secteurs à l'exception de l'agriculture (+ 4.8%) qui a bénéficié d'une excellente production d'olives à huile durant la campagne 2019-2020 et, dans une moindre mesure, la poste et les télécoms (+2.3%), relativement épargnés durant la période de confinement.

Augmentation de la valeur ajoutée (%)	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	9 mois
Agriculture et agro-alimentaire	+10.1	+2.8	+2.9	+5.3
Industries non alimentaires	-7.3	-33.0	-7.2	-15.8
Industries non manufacturières	-1.9	-27.0	-6.8	-22.9
Services marchands	-3.4	-30.4	-11.8	-15.2
Produit Intérieur Brut (PIB)	-2.2	-21.6	-6.0	-10.0
PIB hors agriculture et agro-alimentaire	-4.2	-27.4	-7.3	-13.0

Les contractions les plus fortes durant les 9 premiers mois sont enregistrées dans l'hôtellerie et la restauration (-43%) ainsi que dans les transports (-30%), deux activités fortement sinistrées par les restrictions des déplacements.

Certes, tous les pays de la communauté internationale subissent une forte contraction de leur activité économique, la contraction subie par la Tunisie durant les neuf premiers mois de 2020 est beaucoup plus accentuée que celle de la zone euro et des principaux pays partenaires de la Tunisie comme le montre le tableau suivant :

Croissance PIB en %	Tunisie	Zone euro <sup>1</sup>	France	Italie	Allemagne	Maroc <sup>2</sup>
1 <sup>er</sup> trimestre	-2.2	-3.3	-5.8	-4.7	-2.1	+0.1
2 <sup>e</sup> trimestre	-21.6	-14.8	-18.9	-17.9	-11.2	-14.9
3 <sup>e</sup> trimestre	-6.0	-4.3	-4.3	-4.7	-4.2	-7.2

La tendance à la baisse de la contraction du PIB devrait, a priori, se poursuivre quoique très modérément durant le quatrième trimestre à la lumière de la reprise des importations des intrants (+5.5% en dinars constants par rapport à l'euro) et de la relance relative des exportations de biens (+5.1% en dinars constants). Une contraction du PIB aux alentours de 5% durant le quatrième trimestre paraît, à ce stade, vraisemblable portant la contraction pour l'ensemble de l'année à près de 9%.

C'est ce que prévoit, d'ailleurs, le dernier rapport de suivi de la Banque Mondiale qui situe **la baisse attendue du PIB tunisien à 9.2%** soit une baisse plus accentuée que celle attendue au niveau du PIB de la région de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient (-5.2%), de la Jordanie (-5.5%), du Maroc (-6.3%) et de l'Algérie (-6.5%).

## 2. La récession pèse fortement sur le marché de l'emploi formel

**La situation du marché du travail demeure très tendue** malgré la détente relative par rapport au second trimestre de 2020.

Selon l'enquête de l'INS relative au troisième trimestre de l'année 2020, la population active occupée baisse sur douze mois de 32 000 globalement et de 73 000 dans le secteur organisé.

Population occupée en 1000	Septembre 2019	Septembre 2020	Evolution
Emploi formel	1 955	1 882	-73
Emploi informel	1589	1 630	+41
Total	3 544	3 512	-32

<sup>1</sup> Source : Eurostat

<sup>2</sup> Source : HCP Maroc

De la sorte, le chômage augmente en septembre 2020 de 48 000 en glissement annuel malgré une forte décélération de la demande additionnelle (16 000 contre plus du double durant les cinq années (2015-2019) et une forte augmentation de l'emploi informel( + 42 000).

Chômage global	Septembre 2018	Septembre 2019	Septembre 2020
Taux de chômage	15.5	15.1	16.2
Nombre de chômeurs en 1000	642.8	628.3	676.6

Le ralentissement de population active serait, à cet égard, imputable :

- d'une part, à la renonciation d'une partie de la population active, particulièrement féminine à se présenter sur le marché du travail (- 2000 sur 12 mois) du fait notamment de la situation sanitaire difficile que vit le pays et des faibles perspectives d'emploi ;
- d'autre part, à la tendance haussière de l'exode des cadres tunisiens à l'étranger (plus de 95000 depuis 2011<sup>3</sup> concomitamment à la poussée de l'émigration clandestine qui aurait touché plus de 12 000 personnes<sup>4</sup> en 2020 ;

alors que la nouvelle dimension prise par le marché du travail dans le secteur informel paraît être le reflet de l'absence de perspective d'emplois dans le secteur organisé et ce outre la lourdeur des charges et la complexité des procédures qui incitent les opérateurs à s'orienter davantage vers le marché parallèle.

Toujours est-il que la situation du marché du travail, malgré la détente relative par rapport au second trimestre, avec un taux de chômage se ramenant de 18% à 16%, demeure particulièrement préoccupante pour les jeunes de 15 à 24 ans avec un taux de chômage passant 33.4% en septembre 2018 à 34.7% en septembre 2019 et à 35.7% en septembre 2020. Elle l'est aussi pour les diplômés du supérieur avec un taux de chômage global de 30.1% à l'issue du troisième trimestre 2020 contre 28% une année auparavant.

En %	Septembre 2018	Septembre 2019	Septembre 2020
Chômage des jeunes	33.4	34.7	35.7
Chômage des diplômés	29.7	28.6	30.1

L'emploi par genre, continue, par ailleurs, à être marqué par un important déséquilibre sous tendant un taux de chômage des femmes correspondant pratiquement au double de celui du genre masculin.

Chômage féminin en %	Septembre 2018	Septembre 2019	Septembre 2020
Global	22.8	22.0	22.8
Femmes diplômées	39.6	38.7	40.7

Les attentes pour le reste de l'année ne paraissent pas, a priori, favorables compte tenu de la décélération de l'emploi saisonnier en relation avec les importantes difficultés rencontrées par le

<sup>3</sup> Source : Rapport OCDE

<sup>4</sup> Source : Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux selon « La Presse » du 8 janvier 2021

secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des loisirs en relation avec la seconde vague de Covid-19 de sorte que les dernières expectatives tablent sur **un taux de chômage repassant à la barre de 18% au terme de 2020**, entraînant dans son sillage une forte poussée de la pauvreté ; celle-ci passerait selon le dernier rapport de la Banque mondiale<sup>5</sup> de 16.6% en 2019 à 22% en 2020.

### 3. L'investissement enregistre un effondrement sans précédent

**La situation de l'investissement est réellement préoccupante.** Toutes les données disponibles laissent entrevoir une forte chute de l'investissement. C'est le cas en particulier :

- des importations de biens d'équipement, généralement corrélées avec le niveau global de l'investissement, qui baissent par rapport à 2019 de 24.6% en 2020 ;
- des crédits budgétaires alloués à l'investissement qui chutent de 16% à fin octobre par rapport à la même période de 2019, et il est attendu, à la lumière de la loi des finances rectificative une baisse de 20% pour l'ensemble de l'année 2020 ;
- des flux des investissements directs étrangers qui se réduisent durant les 11 premiers mois de 30% en se ramenant de 2 292 MDT fin septembre 2019 à 1 629 MDT fin septembre 2020.

Cela dit, les déclarations d'investissement des onze premiers mois, reflètent la persistance de l'attentisme qui continue à prévaloir au niveau du milieu des affaires. Le tableau suivant montre, en effet, une quasi-stabilisation du montant nominal des intentions d'investissement après la forte baisse enregistrée durant les onze mois de l'année précédente.

Déclarations fin novembre en MDT	2018	2019	2020
• industrie	3 250	2 643	2 712
• services	1 202	793	1 003
• agriculture	559	510	419
Total de l'investissement	5 011	3946	4134

De telles données paraissent corroborer les dernières prévisions du Budget Economique Tunisien qui tablent sur une contraction de l'investissement global de 30% en 2020 entraînant dans son sillage un effondrement sans précédent de la part du PIB consacrée à l'investissement ; celle-ci se ramène de 17.5% en 2019 à 13% en 2020 soit pratiquement la moitié du taux historique de la décennie 2001-2011 (25%).

### 4. l'inflation, quoiqu'en repli, continue à se maintenir à un niveau relativement élevé

**la tendance baissière de l'inflation amorcée en 2018 se consolide en 2020** à la lumière de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Celui-ci se ramène, en termes de glissement annuel de 7.5% en 2018 à 6.1% en 2019 et à 4.9% en 2020.

<sup>5</sup> Rapport sur le suivi de la situation économique publié en octobre 2020 (voir lu pour vous de janvier 2021)

Evolution en %	Poids	2018	2019	2020
Alimentation	26.2	+ 6.2	+5.8	+4.4
Logement	19.0	+6.1	+4.2	+4.8
Transport	12.7	+13.3	+2.2	+0.6
Habillement	7.4	+8.6	+7.3	+6.9
Santé	5.8	+4.8	+8.0	+7.5

De nombreux facteurs ont contribué à cette relative détente parmi lesquels :

- Un bon comportement du dinar tunisien sur le marché de change tout au long de l'année 2020 se reflétant à travers une appréciation de 4.2% par rapport au dollar américain et de 2.1% par rapport à l'euro.
- La poursuite du gel des prix des produits socialement sensibles malgré l'augmentation des prix des céréales sur le marché international de 13%, nécessitant une importante intervention de la caisse générale de compensation de l'ordre de 1 800 MDT pour l'année 2020.
- La baisse à trois reprises des prix des carburants à la pompe en application du mécanisme de révision mensuelle des prix sur la base de l'évolution des prix de l'énergie sur le marché mondial (qui baissent de près de 35% pour l'ensemble de l'année 2020)

Il n'en demeure pas moins que le niveau de l'inflation demeure beaucoup plus élevé que celui des pays partenaires comme le reflète le tableau suivant.

Inflation moyenne <sup>6</sup>	4 <sup>e</sup> trimestre 2020	Année 2019	Année 2020
Etats Unis	1.6%	1.8%	2.4%
Zone Euro	-0.2%	1.2%	0.9%
Maroc	0.5%	0.2%	0.7%
<b>Tunisie</b> <sup>7</sup>	5.0%	6.7%	5.6%

### 5. La contraction du commerce extérieur demeure importante, toutefois plus accentuée au niveau des importations.

Avec la reprise progressive de l'activité économique à l'issue de la levée mi-juin des mesures de confinement, **un mieux est relevé au niveau des exportations**. Celles-ci, après une baisse de 16.5% en glissement annuel durant les neuf premiers mois de 2020 enregistrent une augmentation de 3% en valeur nominale, correspondant à + 5% % en dinars constants (par rapport à l'euro) durant le quatrième trimestre 2020.

Exportations MDT	6 premiers mois	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	Année
2019	22 904	10 104	10 847	43 855
2020	18 193	9 344	11 169	38 706
Evolution	<b>-20.6%</b>	<b>-7.5%</b>	<b>+3.0%</b>	<b>-11.7%</b>

<sup>6</sup> Source : OCDE pour les USA et la zone euro ; HCP pour le Maroc et INS pour la Tunisie

<sup>7</sup> L'inflation moyenne est calculée en rapportant l'indice moyen d'une période à l'autre ; alors que le glissement( présenté plus haut) est calculé en rapportant l'indice de décembre d'une année à l'autre

Le redressement est imputable à la forte relance des exportations du secteur des textiles, de l'habillement et des chaussures durant le quatrième trimestre 2020 (+ 55% en glissement annuel) et dans une moindre mesure à l'augmentation des exportations des industries agro-alimentaires (+ 6%) et des industries mécaniques et électriques (+ 3.5%). Le secteur des phosphates et dérivés enregistre, en revanche, un effondrement de 46% durant le quatrième trimestre en relation avec les importantes tensions sociales enregistrées dans les sites de production minière.

Par ailleurs, la baisse de la demande, sous l'effet du fléchissement du PIB et de l'investissement, entraîne **une importante contraction des importations**.

Importations en MDT	6 premiers mois	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	Année
2019	32 685	15 172	15 435	63 292
2020	24 796	12 877	13 791	51 464
Evolution	-24.2%	-15.1%	-10.7%	-18.7%

Les baisses des importations les plus significatives se situent :

- Au niveau des produits énergétiques ( -37%) en raison de l'effet cumulé de la baisse des cours mondiaux du pétrole et de la baisse de la demande intérieure malgré la reconstitution des stocks.
- Au niveau des biens d'équipement qui chutent de 24.6% en relation avec l'effondrement de l'investissement.
- Au niveau des matières premières et demi-produits qui baissent de 14.5% en relation avec la récession que vit le pays.

Compte tenu de ce qui précède trois enseignements majeurs se dégagent.

**Le premier enseignement** se rapporte à la balance commerciale ; celle-ci enregistre un déficit en forte baisse grâce à une amélioration sensible, de l'ordre de six points du taux de couverture des importations par les exportations, permettant de retrouver le niveau atteint en 2009 (75.2%) avec cependant une différence de taille. En 2020, il y a eu une contraction des importations plus forte que celle des exportations sous l'effet de la récession. Cependant, durant l'année 2009, il y a eu une expansion des exportations plus forte que celle des importations en raison du bon comportement de l'économie.

Paramètres	2018	2019	2020
Déficit commercial en MDT	14 190	14 848	12 758
Déficit commercial en M euros	4 650	4 530	4 090
Couverture importations/ exportation	68.3%	69.3%	75.2%

Le déficit aurait pu être beaucoup plus faible si les programmes de production de gaz et de pétrole n'avaient pas été considérablement perturbés par les tensions sociales.

**Le second enseignement** se rapporte au commerce extérieur dans le cadre du régime douanier off - shore. La reprise des exportations des industries du textile et de l'habillement et des industries mécaniques et électriques permet de corriger en partie le recul enregistré durant le deuxième trimestre en relation avec le confinement total, engrangeant des ressources nettes de 11 milliards de dinars en 2020 grâce à un taux de couverture des importations par les exportations de 160%

Données 2020	1 <sup>e</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	Année
Excédent régime offshore	2 778	1 615	3 150	3 460	11 003
couverture export/import	160%	149%	162%	171%	165%

**Le troisième enseignement** concerne le commerce extérieur par pays qui révèle une tendance haussière de l'excédent avec l'Union Européenne ; celui-ci est porté de 500 MDT durant le premier trimestre, à 1200 MDT durant les six premiers mois 2020, à 1 860 MDT pour les neufs mois et à 3 000 millions de dinars pour toute l'année 2020 grâce notamment aux importants excédents engrangés par les échanges commerciaux avec la France (+ 3.5 milliards DT) et avec l'Allemagne (+ 1.1 milliard de dinars).

En revanche, le déficit relevé au niveau de la Turquie et de la Chine s'inscrit dans une tendance haussière préoccupante ; leur part dans le déficit global de la Tunisie enregistre un saut important de 17 points atteignant un niveau proche de 60% du déficit commercial global malgré les mesures de sauvegarde prises par la Tunisie depuis 2019.

Part dans le déficit commercial global	2018	2019	2020
Chine	28.5%	30.0%	42.3%
Turquie	12.1%	12.7%	16.7%
Total	40.6%	42.1/7%	59.0%

Une analyse approfondie des importations sur le plan du respect des normes techniques et des pratiques internationales d'antidumping revêt une haute priorité afin d'éviter les concurrences déloyales sources, aujourd'hui, de la suppression de milliers d'emplois dans les industries manufacturières en Tunisie.

De même des négociations gagneraient à être engagées avec les pays avec lesquels la balance commerciale de la Tunisie est fortement déficitaire afin de s'engager dans un processus de pérennisation des échanges sur des bases mutuellement profitables.

## 6. Le déficit de la balance courante des paiements extérieurs se réduit sous l'effet du ralentissement de l'activité économique

La contraction du déficit commercial se répercute positivement sur la balance courante des paiements avec l'extérieur. Celle-ci enregistre, sur la base des données relatives aux onze premiers mois de 2020, publiées par la BCT, une baisse du déficit courant de près de 2 milliards de dinars ou de 24%.

Soldes en MDT	Biens (FOB-FOB)	Services	Transferts revenus	Operations courantes
11 mois 2019	-14 600	+ 3 242	+ 2 379	-8 979
11 mois 2020	-9 101	- 151	+ 2 403	-6 849

Trois observations méritent, à cet égard, d'être formulées. Elles concernent le tourisme, les transferts de revenus du travail et les transferts de revenus du capital.

- (1) - Le **tourisme** a été fortement touché par la crise sanitaire. La baisse des recettes touristiques en Tunisie a été, malgré la levée des mesures de confinement total en juin, de 64%.

Recettes en MDT	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	Année
2019	888	1 260	2 315	1 166	5 629
2020	930	151	670	267	2 018
Evolution	+4.9%	-86.7%	-81.1%	-77.1%	-64.1%

Pratiquement toutes les destinations du tourisme mondial ont été sévèrement affectées par la pandémie. Les recettes du tourisme international auraient baissé en France de 56% en 2020<sup>8</sup>. Celles du Maroc auraient enregistré un repli de 59.5% au terme des neuf premiers mois de 2020<sup>9</sup>.

- (2). **Les transferts au titre des revenus de travail** font preuve de résilience notable. Les réalisations révèlent, après la chute des flux durant le second trimestre, une nette reprise permettant de terminer l'année avec une augmentation des transferts de 11%, ce qui est positif compte tenu de la décélération des revenus dans la plupart des pays d'accueil.

Transferts en MDT	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	Année
2019	1 053	1 123	1 629	1 368	5 173
2020	1 114	946	2 091	1 605	5 756
Evolution	+5.8%	-15.8%	+28.3%	+ 17.3%	+11.3%

- (2) **les sorties de capitaux au titre du revenu du capital** se rapportent aussi bien aux paiements des intérêts de la dette à moyen et long terme qu'aux transferts des dividendes des investisseurs directs étrangers dans l'industrie et les services ainsi que des actionnaires étrangers dans le secteur productif tunisien.

Les dernières données publiées par la BCT révèlent, comme le montre le tableau suivant, une augmentation de l'ordre de 6.7% en glissement annuel en novembre 2020 sous-tendant une baisse au niveau du paiement des intérêts et une augmentation au niveau des transferts de dividendes, se rapportant principalement aux bénéfices réalisés par les investisseurs étrangers durant l'année précédente.

11 mois en MDT	Intérêts de la dette	Dividendes	Total
2019	1 825	2 101	3 926
2020	1 685	2 504	4 189

Près de la moitié des transferts de dividendes concerne le secteur des hydrocarbures de sorte que les sorties de dividendes au titre des autres secteurs se situent à près de 1300 MDT durant les onze premiers mois de 2020 sachant que le stock des IDE hors énergie et hors secteur financier totalise 28.2 milliards de dinars à fin 2019.

Sur la base de ces appréciations, une détente de la balance des paiements plus importante que prévue serait attendue pour l'année 2020. Le déficit courant serait a priori aux alentours de 7% du PIB contre une prévision initiale de 9%, au prix, faut-il le rappeler, d'une importante contraction du PIB, d'une forte poussée de chômage et d'une baisse de l'investissement hypothéquant l'évolution future du potentiel de production et d'emploi.

<sup>8</sup> Source agence ATOUT selon les Echos du 8 janvier 2021

<sup>9</sup> Selon l'Agence Marocaine de Presse du 21 décembre

A titre d'éclairage, selon les dernières prévisions de la Banque Mondiale, le déficit courant de la balance des paiements en 2020 serait de 4.8% pour l'ensemble de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (contre un excédent de 2% en 2019), de 7.5% pour la Jordanie (contre 2.3 en 2019), de 9.9% pour le Maroc ( contre -4.1% en 2019) et de 13.4% pour l'Algérie (contre 10% en 2019).

### 7. Le budget de l'Etat subit, de plein fouet les contrecoups de la crise sanitaire tant du côté des recettes que du côté des dépenses de fonctionnement

Les recettes propres de l'Etat accusent une baisse sur douze mois de près de 7.7% à fin octobre 2020.

Recettes propres MDT	Impôts directs	Impôts indirects	Recettes non fiscales	Total
Fin octobre 2019	10 292	13 273	2 538	26 103
Fin octobre 2020	9 715	12 026	2 359	24 100
Evolution	-5.6%	-9.4%	-7.1%	-7.7%

Les baisses les plus importantes se localisent au niveau des recettes de la TVA (-15.5%) ainsi qu'au niveau des impôts directs sur les entreprises (-24%) corroborant l'ampleur de la récession que connaît le pays.

De la sorte et malgré un effort de compression des dépenses d'investissement de l'Etat (- 14% pour les 10 premiers mois), le déficit budgétaire enregistre un quasi-doublement passant de 3.7 milliards de dinars à fin octobre 2019 à 6.6 milliards de dinars fin octobre 2020.

Sur l'ensemble de l'année, le profil du budget de l'Etat serait, a priori, différent avec notamment une accélération des dépenses en relation avec la disposition prise dans le cadre de la loi des finances rectificative d'éponger près de 3 milliards de dinars d'arriérés.

Globalement, il est attendu, par rapport à la loi des finances initiale, une moins-value des recettes propres de 5 milliards de dinars environ, une augmentation des dépenses de près de 4.5 milliards de dinars, un recours accru aux emprunts de près 10 milliards de dinars et finalement une forte réévaluation du déficit budgétaire (de 3% du PIB prévu à plus de 10%) ainsi que de l'encours de la dette publique (de 75% du PIB à près de 90%)

En fait, la majorité des pays de la communauté internationale ont été amenés, pour faire face aux retombées du Covid-19 sur leur économie, à réviser les besoins de financement de leur budget. Selon les prévisions du FMI (juin 2020), le déficit budgétaire par rapport au PIB des pays avancés passerait de 3.3% en 2019 à 16.6% en 2020 alors que celui des pays émergents passe de 4.9% à 10.6%.

Mais à la différence de la Tunisie acculée à augmenter surtout les dépenses de fonctionnement pour réduire les pressions sociales et pour payer les arriérés, la plupart des pays ont surtout mis le paquet pour soutenir les entreprises affectées par la crise sanitaire et préparer leur économie à l'après Covid19.

## 8. Le système monétaire et financier demeure fortement sollicité compte tenu des problèmes de liquidités des entreprises et du budget de l'Etat

Les autorités monétaires et financières ont fait preuve durant l'année 2020 d'une notable réactivité à travers notamment l'injection de nouvelles liquidités, le report des échéances pour les entreprises en difficulté, la baisse du taux du marché monétaire à deux reprises pour accompagner la décélération des pressions inflationnistes (pour un total de 150 points de base) ainsi que le paiement d'une partie des arriérés de l'Etat dans le cadre de la loi des finances rectificative.

Il est relevé un maintien de la tendance haussière de l'encours des billets et monnaies en circulation en dépit des nombreuses mesures mises en œuvre en faveur du décaissage, un maintien du refinancement de la BCT, à un niveau élevé concomitamment à une augmentation de l'encours des bons de trésor assimilables et une hausse des réserves de change à un niveau relativement confortable représentant 160 jours d'importation.

Encours (MDT)	Liquidités	Refinancement	Bons du trésor	Devises	Change €/DT
31/12/2018	12 454	15 808	12 975	11 759	3.127
31/12/2019	13 508	11 462	13 340	19 465	3.273
31/12/2020	15 749	9 699	14 976	23 040	3 206

Ainsi, dans l'ensemble la situation monétaire demeure sous contrôle malgré la baisse du chiffre d'affaires des entreprises et l'augmentation des besoins de financement du budget de l'Etat en relation avec la situation économique que vit le pays.

Il n'en demeure pas moins que de nombreux secteurs demeurent confrontés à de sérieux problèmes de trésorerie, à l'instar du tourisme, des transports et de l'artisanat requérant le renforcement des mécanismes de soutien pour les aider à préserver leurs activités.

### Conclusion

Malgré quelques signaux de reprise des exportations, **le tableau économique demeure dans son ensemble, particulièrement sombre** du fait, d'une part, de l'impact de la crise sanitaire sur l'activité économique, d'autre part, de l'ampleur des blocages et des distorsions structurelles qui continuent à entraver le processus du développement.

Cette perception n'est pas seulement dictée par la récession que vit le pays, l'augmentation de la pauvreté, l'altération de la situation des finances publiques, la dégradation continue de sa solvabilité extérieure ou l'effondrement de l'investissement.

Elle est, aussi et surtout, la résultante de nombreux facteurs, pour l'essentiel endogènes, dont les plus significatifs sont :

- Le grand retard pris dans la mise en œuvre des grandes réformes qu'imposent particulièrement les situations de l'enseignement, des organismes de sécurité sociale, des entreprises publiques et de l'administration.

- L'expansion d'un marché parallèle, soustrait des obligations fiscale, parafiscale et sociale concomitamment à l'afflux des importations ne respectant pas toujours les normes de qualité et de concurrence loyale.
- Le manque de visibilité sur le plan du positionnement de la Tunisie sur les plans régional et international se reflétant notamment à travers le retard pris dans le processus d'insertion de l'économie tunisienne dans l'économie mondiale.

Pour redresser la situation et retrouver une nouvelle dynamique porteuse d'espoir rendant possible les ajustements structurels au moindre cout politiquement et socialement, la marge de manœuvre paraît limitée compte tenu des tiraillements politiques, du climat de revendications tout azimut et de la persistance du spectre de la pandémie à **moins d'un sursaut de remobilisation de toutes les forces vives du pays sur la base d'une vision globale de l'économie et de la société pour le long terme ainsi que de programmes ambitieux de réformes et de relance de l'investissement, dépassant les clivages dogmatiques, exploitant les synergies créatrices du partenariat public-privé et de la coopération internationale.**

**Forum Ibn Khaldoun le 18 janvier 2021**

**Mots clés : bulletin de conjoncture T4 2021 Tunisie ; Conjoncture économique Tunisie décembre 2021**